



DECLARATION LIMINAIRE CSA DTPJJ 66/11

Perpignan, le 28 septembre 2023

Madame la présidente,

La CGT PJJ vous rappelle que le contenu de l'ordre du jour doit rester adapté pour un dialogue social de qualité. En l'occurrence, l'ordre du jour proposé est trop conséquent au vu du temps imparti à la préparation. Les représentants des OS restent des agents de terrain aux multiples missions, ce qui laisse peu de temps pour prendre connaissance de façon optimum des contenus des documents de préparation.

Comme les textes le prévoient, la CGT PJJ demande donc une convocation indiquant la durée prévisible du CSA, pour que le temps de préparation soit repéré et garanti. La CGT PJJ revendique d'ailleurs que le temps de préparation soit doublé afin de préparer au mieux les instances.

Le bilan social et le bilan de formation doivent avoir un CSA dédié. L'analyse des chiffres est quasiment inexistante et les données émises restent insuffisantes.

Le temps imparti au règlement intérieur d'un CSA ne doit pas être minimisé, le CSA étant une nouvelle instance qu'il importe d'encadrer pour garantir la qualité du dialogue social.

Il est important de rappeler la nécessité d'avoir à minima 3 CSA annuellement pour que les situations du territoire soient entendues et réglées.

Sans ces instances, des audiences syndicales en DT sont indispensables. La dernière du mois d'août dernier a permis à la CGT PJJ de demander un VA pour l'UEMO de Perpignan Sud qui, tout comme l'UEMO de Perpignan Nord, s'est vu amputer d'un VA, outil de travail fondamental pour un STEMCO couvrant un vaste département. Il est à espérer que la demande du véhicule électrique pour la mission QM aboutira rapidement. Le télétravail de l'AA a été également acté lors de cette audience, garantissant ainsi le maintien des droits de tous les agents.

Seule notre demande de renouvellement de contrat a été refusée sous prétexte de la non concordance des chiffres « parcours » entre l'UEMO, la DT et la DIR. Comment la RH DIR peut renvoyer aux représentants de la CGT PJJ que l'UEMO de Perpignan Sud a une équipe au complet pour septembre 2023 alors qu'il ressort plus de 60 jeunes en attente d'un suivi ? Nous noterons également les 1,60 ETPT pour la mission QM alors qu'il devrait y avoir 2,40.

Face aux modifications de nos métiers depuis le CJPM, il est primordiale de garantir un réel dialogue social sur les CSA territoriaux qui ne devrait en aucun cas se faire l'économie de CSA exceptionnels en matières de santé, de sécurité et de conditions de travail.

Madame la présidente, pour finir, nous sommes déjà fin septembre et les élus n'ont toujours pas bénéficié de la formation. De même que les contingents d'autorisation d'absence prévus pour les élus ne sont toujours pas effectifs. Il en va aussi de la qualité du dialogue social !